

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 20 janvier 2014

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE PRESCRIVANT :

- UNE ETUDE DE CARACTERISATION DES DECHETS DE FONDERIE DE LA SOCIETE
- LA REALISATION DE MESURES COMPLEMENTAIRES  
DE POLLUANTS CONCERNES PAR LE PLAN SANTE-ENVIRONNEMENT
- L'ACTUALISATION DE L'ETUDE DES RISQUES SANITAIRES DU SITE
- LA MISE EN PLACE D'UNE SURVEILLANCE DE L'ENVIRONNEMENT

SAMREV S.A.S  
N°CPE 100.00400

COMMUNE DE GASVILLE-OISEME

PJ : Plan de situation  
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## **1 – SITUATION ADMINISTRATIVE**

La société SAMREV S.A.S a repris l'exploitation de l'usine de fabrication de tambours et de disques de frein pour les poids lourds précédemment exploitée par la société EUROPEENNE SEA à Gasville-Oisème. Ce changement a fait l'objet d'un récépissé de changement d'exploitant en date du 26/03/2013. Les installations sont constituées principalement d'une fonderie de fonte utilisant la technologie du cubilot à vent froid avec coulée des pièces dans des moules en sable, d'un atelier de travail des métaux et d'unités d'application de peintures.

Compte tenu de l'évolution des activités et notamment de l'augmentation de la capacité de production en fonderie et de l'existence d'une activité de stockage de déchets de métaux, l'établissement a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en régularisation en date du 19 mars 2007. Cet arrêté a été complété par un arrêté préfectoral du 20 mai 2008 prescrivant, sur la base de résultats de mesures réalisées en décembre 2006, une valeur limite maximale autorisée en dioxines et furannes de 0,1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup> dans les rejets atmosphériques de son atelier « Cubilots ».

## **2. – CONTEXTE**

### **a) Concernant les sables de fonderie**

Une inspection des installations s'est déroulée le 19 juin 2013, en présence du dirigeant de la société, où ont été examinées les conditions de stockage et de valorisation des sables et des déchets de la fonderie. Elle a montré que l'arrêté de mise en demeure du 16 juillet 2012 relatif notamment à la caractérisation et au traitement des sables de fonderie dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement n'est pas respecté.

Les sables et déchets de la fonderie SAMREV S.A.S ne sont plus stockés sur une plate-forme sur la commune de Champseru afin d'être valorisés comme matériaux en techniques routières mais sur le site, dans des conditions présentant des risques de pollution pour l'environnement, dans l'attente de détermination d'une filière de traitement/valorisation adaptée.

En application de l'article L. 541-7-1 du Code de l'environnement, il appartient à SAMREV S.A.S de caractériser les déchets de l'établissement afin de définir si ce sont des déchets dangereux, non dangereux non inertes ou inertes.

Au vu des résultats de cette caractérisation, il appartiendra à l'exploitant de diriger les déchets vers une filière appropriée, conformément à l'article L. 541-2 du Code de l'environnement.

### **b) Concernant les rejets atmosphériques de l'établissement.**

Le deuxième plan national santé environnement prévoit la réduction de 30% des émissions de 6 substances ou familles de substances toxiques dans l'air et dans l'eau. Les substances ou familles de substances concernées sont :

- le benzène
- le mercure
- les polychloro bi- et ter- phényl/dioxines et furannes
- les solvants chlorés et le chlorure de vinyle monomère
- l'arsenic et ses composés
- les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)

La circulaire du 21/05/2010, relative au programme pluriannuel de réduction des émissions de substances toxiques dans l'environnement – Volet ICPE, définit les modalités d'application aux installations classées pour la protection de l'environnement de ce plan. L'une des actions développées dans cette circulaire prévoit l'approfondissement des connaissances et la réduction des émissions dans l'air et dans l'eau des établissements de la région Centre émetteurs des 6 substances prioritaires.

Selon cette circulaire et compte tenu de l'activité de fonderie par utilisation de cubilots à vent froid, la société SAMREV est susceptible d'émettre du benzène, du mercure, des polychlorobiphényle et polychloroterphényle (PCB/PCT), des dioxines/furannes, de l'arsenic et ses composés et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

L'exploitant réalise en application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 2007 complété par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2008 des analyses annuelles du mercure et de l'arsenic ainsi qu'une analyse semestrielle des dioxines et furannes.

En revanche, les émissions de benzène, PCB et HAP ne sont pas connues. Par conséquent, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prévoit l'analyse de ces trois paramètres lors de deux campagnes de mesures à 6 mois d'intervalle.

### c) Concernant l'étude des risques sanitaires

L'étude des risques sanitaires de l'établissement date d'avril 2006.

Elle indique que les premières maisons susceptibles d'être impactées par les rejets atmosphériques de la société sont à 180 m des installations et que les établissements sensibles les plus proches sont une maison médicalisée et un groupe scolaire tous deux à 500 m de l'établissement.

Les analyses des rejets atmosphériques des cubilots ont montré que, dans les rejets atmosphériques des cubilots :

- le flux en HCl a atteint 300 g/h en novembre 2009 et avril 2011 avec une concentration respectivement de 31.6 et 34 mg/Nm<sup>3</sup> alors que le flux de ce même paramètre déterminé pour les campagnes ayant servi de données pour l'étude des risques sanitaires est de 45 g/h.
- les flux en SO<sub>2</sub> ont atteint en novembre 2009, octobre 2010, avril 2011 et décembre 2011 respectivement les valeurs de 2 300 ; 1 200 ; 1 600 et 926 g/h pour des concentrations respectives de 226 ; 72.4 ; 168 et 106 mg/Nm<sup>3</sup> alors que l'étude des risques sanitaires de 2006 se base sur une concentration de 24.9 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 827 g/h.
- le flux en CO a atteint 174 kg/h en novembre 2009, 191 kg/h en octobre 2010, 234 kg/h en avril 2011 pour des concentrations respectivement de 16 951 ; 12 486 ; 25 061 mg/Nm<sup>3</sup> alors que l'étude des risques sanitaires de 2006 se base sur des concentrations variant de 1 634 mg/Nm<sup>3</sup> à 7 521 mg/Nm<sup>3</sup> pour des flux variant de 56 kg/h à 308 kg/h.

Les données initiales de l'étude des risques sanitaires réalisée en 2006 ne correspondent plus à la réalité des émissions actuelles et l'étude des risques sanitaires ne prend pas en compte les effets sans seuil des dioxines et furannes.

## **3. - PRESCRIPTIONS PROPOSEES**

### a) Concernant les sables et déchets de fonderie

Compte-tenu du manque de connaissance du potentiel polluant des sables et déchets de fonderie et du risque de pollution du sol, du sous-sol et, éventuellement, des nappes au droit des terrains sur lesquels ils ont été ou sont actuellement stockés, l'inspection des installations classées propose de prescrire à l'exploitant la caractérisation de ces déchets. Cette étude est programmée sur une durée de six mois à compter de la notification de l'arrêté.

La caractérisation aura pour but de démontrer si les déchets peuvent être considérés comme déchets dangereux, déchets non dangereux non inertes ou inertes.

Le potentiel polluant sera évalué en effectuant les tests de lixiviation indiqués dans le guide « Acceptabilité de matériaux alternatifs en techniques routières – Evaluation Environnementale » et identiques aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 28/10/10 relatif aux installations de stockage de déchets inertes.

Le caractère dangereux ou non sera évalué conformément aux articles R. 541-8 à R. 541-11-1 du code de l'environnement.

Consécutivement à cette caractérisation, il appartiendra à l'exploitant de diriger ces déchets vers des filières d'élimination régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées.

### b) Concernant les rejets atmosphériques de l'établissement.

L'inspection des installations classées propose de prescrire à l'exploitant dans un premier temps de réaliser des investigations supplémentaires afin d'approfondir la connaissance des émissions pour les paramètres benzène, les PCB/PCT et les HAP et de poursuivre les analyses des substances faisant d'ores et déjà l'objet d'une surveillance.

Il est donc proposé que soient réalisées deux campagnes d'analyses à un intervalle de six mois des rejets atmosphériques issus des cubilots sur les paramètres : benzène, PCB/PCT et HAP.

Les rapports d'analyse seront adressés à l'inspection des installations classées par l'exploitant avec ses conclusions et, le cas échéant, ses propositions d'actions.

c) Mise à jour de l'étude des risques sanitaires.

L'amélioration de la connaissance des rejets atmosphériques permettra de faciliter l'actualisation de l'étude des risques sanitaires dont la mise à jour est prescrite dans un délai de onze mois à compter de la notification de l'arrêté.

d) Surveillance dans l'environnement.

La valeur limite de 0.1 ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>, prescrite par arrêté préfectoral du 20 mai 2008, a été dépassée de façon récurrente depuis 2008 dans les rejets de l'établissement.

Paramètre	Analyse du 23 juin 2009		Analyse du 10, 12 et 13 novembre 2009		Analyse du 28/04/2010		Analyse du 05 et 06 octobre 2010	
	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux
Dioxines/furannes	0.613 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.0202 mg/h	0.43 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.012 mg/h	0.47 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.011 mg/h	0.74 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.021 mg/h

Paramètre	Analyse du 28 et 29 avril 2011		Analyse du 13,14 et 15 décembre 2011		Analyse du 06 mars 2012		Analyse du 28/09/2012	
	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux	Concentration	Flux
Dioxines/furannes	0.78 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.0164 mg/h	1.069 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.0235 mg/h	0.220 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.0065 5 mg/h	0.02 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>	0.0008 mg/h

Compte-tenu du caractère dangereux et bioaccumulable des dioxines et furannes, il est proposé, après une étude de dispersion, la réalisation de deux campagnes de prélèvements et d'analyse dans les retombées atmosphériques afin de déterminer l'impact sur l'environnement de l'établissement pour ces substances.

e) Amélioration du suivi de l'établissement - Bilan environnement annuel

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/03/2007 prescrit à l'article 9.4.1 la fourniture d'un bilan annuel portant sur :

- les utilisations de l'eau ;
- la masse annuelle des émissions dans l'air et dans l'eau de polluants pour lesquels des mesures de concentrations et de flux sont exigées.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31/01/2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'inspection des installations classées propose de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un bilan annuel de ces émissions de polluants pour lesquels des mesures de concentration ou de flux sont exigés aux articles 3.2.4 et 4.3.13 de l'arrêté préfectoral du 19/03/2007, auxquels sont rajoutés les paramètres dioxines et furannes, le monoxyde de carbone et les quantités de déchets dangereux et non dangereux produits par l'établissement.

**4 - PROPOSITION DE SUITES A DONNER**

Le projet a été transmis à l'exploitant par courrier du 01 octobre 2013 qui a adressé ses observations par courrier du 17 octobre 2013.

Il propose de :

- rechercher des sociétés spécialisées dans la revalorisation des sables de fonderie
- caractériser les sables de fonderie de sa société
- identifier les filières de valorisation des déchets
- analyser l'intérêt des différentes filières de revalorisation et de déterminer le coût financier de chacune
- monter un dossier de financement
- rechercher les financements
- cadencer l'évacuation des sables de fonderie

Il indique que des actions ont déjà été entreprises dans les trois premiers points mais que les trois points suivants n'ont pas évolué du fait de la reprise récente en mai 2013 de cette société et des difficultés économiques de la société qui ne sont pas résolues. L'exploitant indique également qu'il a des problèmes de trésorerie qui l'empêchent d'agir rapidement.

En conséquence, conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire annexé au présent rapport doit être soumis préalablement au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques pour avis.